

PAGESJAUNES GROUPE



Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Conseil d'administration du 24 juillet 2012

PagesJaunes Groupe

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 56 196 950,80 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1. Attestation des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel	2
2. Rapport d'activité au 30 juin 2012	3
2.1. Présentation générale	3
2.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2012	4
2.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet	6
2.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaires imprimés	6
2.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités	7
2.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé	7
2.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions	7
2.2.4.2. Dotations aux amortissements	8
2.2.4.3. Résultat d'exploitation	8
2.2.5. Analyse du résultat de la période	8
2.2.5.1. Résultat financier	8
2.2.5.2. Impôt sur les sociétés	9
2.2.5.3. Résultat de la période	9
2.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	10
2.4. Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2012	12
3. Comptes consolidés condensés	13
3.1 - Etat du résultat consolidé	13
3.2 - Etat du résultat global	14
3.3 - Etat de situation financière	15
3.4 - Etat de variation des capitaux propres	16
3.5 - Etat des flux de trésorerie	17
3.6 – Notes aux comptes consolidés condensés	18
Note 1 - Description de l'activité	18
Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés	18
Note 3 - Information sectorielle	21
Note 4 - Résultat financier	22
Note 5 - Impôt sur les sociétés	23
Note 5.1 - Preuve d'impôt groupe	23
Note 5.2 - Impôt au bilan	23
Note 6 - Instruments financiers dérivés	24
Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net	25
Note 8 - Capitaux propres	26
Note 9 – Evolution du périmètre de consolidation	27
Note 10 - Information sur les parties liées	27
Note 11 – Engagements hors bilan	27
Note 12 – Litiges	27
Note 13 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2012	28
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012	29

1. ATTESTATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes condensés figurant au chapitre 3 du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe PagesJaunes.

Nous attestons également qu'à notre connaissance le rapport semestriel d'activité figurant au paragraphe 2 du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers à savoir les événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2012 et leur incidence sur les comptes consolidés condensés, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre de l'exercice 2012 et un état des principales transactions entre parties liées ».

Monsieur Jacques Garaïalde
Président du Conseil d'administration
de PagesJaunes Groupe

Monsieur Jean-Pierre Remy
Directeur Général
de PagesJaunes Groupe

2. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2012

2.1. Présentation générale

Le Groupe a comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale, principalement en France, au travers de l'édition d'annuaires imprimés et en ligne, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Au travers de ses filiales, le Groupe PagesJaunes exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des médias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monnayer cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en trois segments :

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « Display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (ODQ Media), au Luxembourg (Editus), et sur 12 pays au travers de l'entité Yelster Digital (précédemment 123people).

Dans ce segment sont regroupées les activités d'annuaires en ligne de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « Search » et « Display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ».

Le Groupe est l'un des principaux acteurs européens pour la fabrication et l'hébergement de sites, et propose à ses clients des solutions d'optimisation et de visibilité sur le web de type « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant).

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne des marques Mappy et UrbanDive, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal.

La recherche de personnes et de profils en ligne avec le service 123people, la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Keltravo, le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrées dans ce segment.

- Annuaires imprimés :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*, annuaires ODQ Media en Espagne et Editus au Luxembourg).

- Autres activités :

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de PagesJaunes SA : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), Minitel (arrêté fin juin 2012), et

l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PagesJaunes Marketing Services : télémarketing, datamining, génération de fichiers, traitements de prospects et activités de Marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

2.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2012

Groupe PagesJaunes	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	525,0	534,3	-1,7%
Achats externes	(109,9)	(117,2)	-6,2%
Autres produits d'exploitation	5,0	1,6	na
Autres charges d'exploitation	(5,6)	(4,9)	14,3%
Salaires et charges sociales	(182,3)	(168,2)	8,4%
Marge brute opérationnelle	232,1	245,6	-5,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>44,2%</i>	<i>46,0%</i>	
Participation des salariés	(6,8)	(6,8)	0,0%
Rémunération en actions	(0,4)	(0,7)	-42,9%
Dotations aux amortissements	(17,0)	(11,7)	45,3%
Résultat de cession d'actifs	(0,2)	(0,2)	na
Coût des restructurations	(0,0)	-	na
Frais d'acquisition des titres	(0,0)	(0,6)	na
Résultat d'exploitation	207,8	225,5	-7,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>39,6%</i>	<i>42,2%</i>	
Produits financiers	2,5	2,5	0,0%
Charges financières	(67,6)	(59,8)	13,0%
Résultat financier	(65,1)	(57,3)	13,6%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,4)	(0,0)	na
Résultat avant impôt	142,3	168,2	-15,4%
Impôt sur les sociétés	(55,2)	(62,7)	-12,0%
Résultat de la période	87,1	105,5	-17,4%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	87,1	105,5	-17,4%
- intérêts minoritaires	(0,0)	(0,0)	

Hors 123people, le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe s'élève à 845,9 millions au 30 juin 2012, en hausse de 7,8% par rapport au 30 juin 2011, à périmètre comparable avec un nombre de visites sur Internet mobile en hausse de 78,4%.

Au premier semestre 2012, l'ensemble des sites internet du Groupe en France se place entre les 5^{ème} et 6^{ème} rangs des sites Internet les plus consultés. En mai, ce sont 20,2 millions de visiteurs uniques, soit un taux de couverture de 46,8% du nombre total d'internautes français (données Nielsen, panel Médiamétrie NetRatings)

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PagesJaunes s'élève à 525,0 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 1,7% par rapport au 30 juin 2011 en données publiées. Il n'y a pas d'impact lié au décalage de parution des annuaires imprimés de PagesJaunes à fin juin. Le repli du chiffre d'affaires des annuaires imprimés, en baisse de 13,2% par rapport au 30 juin 2011, est partiellement compensé par la croissance des activités Internet, en hausse de 9,5% par rapport au 30 juin 2011 à 308,5 millions d'euros. Les revenus Internet représentent ainsi 58,8% du chiffre d'affaires du Groupe au 30 juin 2012 contre 52,8% au 30 juin 2011.

La marge brute opérationnelle du Groupe s'élève à 232,1 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 5,5% par rapport au 30 juin 2011. Le taux de marge brute opérationnelle reste élevé à 44,2% au 30 juin 2012 contre 46,0% au 30 juin 2011, sa baisse résulte principalement des investissements commerciaux.

Le résultat d'exploitation du Groupe est en baisse de 7,8% par rapport au 30 juin 2011 à 207,8 millions d'euros. La baisse du résultat d'exploitation résulte essentiellement de la baisse de la marge brute opérationnelle, ainsi que de l'augmentation des dotations aux amortissements, pour 5,3 millions d'euros, du fait de l'accroissement des investissements Internet depuis 2010.

Le résultat financier du Groupe représente une perte de 65,1 millions d'euros qui a augmenté de 13,6% entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2012 en raison de la hausse du taux d'intérêt moyen de la dette brute (y compris instruments de couverture). Il passe de 5,07% au 30 juin 2011 à 5,33% au 30 juin 2012 (5,80% hors impact du tirage du RCF en janvier 2012). Au 1^{er} semestre 2011, suite à l'émission de l'emprunt obligataire, le résultat financier avait été impacté par la comptabilisation d'un amortissement accéléré des frais d'émission de la dette pour un montant de 5,1 millions d'euros.

Le résultat de la période s'élève à 87,1 millions d'euros, en baisse de 17,4% par rapport au premier semestre 2011.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires et la marge brute opérationnelle, pour chacun des trois segments du Groupe : Internet, Annuaires imprimés et Autres activités.

En millions d'euros	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
Internet	308,5	281,8	9,5%
Annuaires imprimés	202,4	233,2	-13,2%
Autres activités	14,1	19,2	-26,6%
Chiffre d'affaires	525,0	534,3	-1,7%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du chiffre d'affaires</i>	<i>58,8%</i>	<i>52,8%</i>	
Internet	134,1	126,6	5,9%
Annuaires imprimés	93,5	111,7	-16,3%
Autres activités	4,6	7,2	-36,1%
Marge brute opérationnelle	232,1	245,6	-5,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>44,2%</i>	<i>46,0%</i>	

2.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012 :

Internet	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	308,5	281,8	9,5%
Marge brute opérationnelle	134,1	126,6	5,9%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>43,5%</i>	<i>44,9%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Internet croît de 9,5% au 30 juin 2012 à 308,5 millions d'euros. Cette croissance soutenue a été tirée par les activités Search, portées par le mobile, et par l'activité Display en France.

La marge brute opérationnelle du segment Internet s'élève à 134,1 millions d'euros au 30 juin 2012, en hausse de 5,9% par rapport au 30 juin 2011. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 44,9% au 30 juin 2011 à 43,5% au 30 juin 2012, principalement en raison de la poursuite des investissements commerciaux, partiellement compensée par la réduction de dépenses de marketing et technologie.

2.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012 :

Annuaire imprimés	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	202,4	233,2	-13,2%
Marge brute opérationnelle	93,5	111,7	-16,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>46,2%</i>	<i>47,9%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Annuaire imprimés est en baisse de 13,2% au 30 juin 2012 à 202,4 millions d'euros, principalement lié à une baisse plus prononcée des revenus sur l'ensemble des départements prospectés en 2012.

La marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés s'élève à 93,5 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 16,3% par rapport au 30 juin 2011. Le taux de marge brute opérationnelle est en baisse de 1,7 point, impacté par la poursuite des investissements commerciaux chez PagesJaunes SA et les opérations d'optimisation de la distribution via des campagnes de phoning réalisées au premier semestre 2012, dont les bénéfices se matérialiseront dans le courant du second semestre 2012. L'optimisation de l'ensemble des charges, et plus particulièrement celles liées à la fabrication, à l'impression et à la distribution des Annuaire imprimés en baisse de 12,0% sur le 1^{er} semestre, a permis de contenir la baisse du taux de marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés qui s'est élevé à 46,2% au 30 juin 2012.

2.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres Activités au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012 :

Autres activités	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	14,1	19,2	-26,6%
Marge brute opérationnelle	4,6	7,2	-36,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>32,6%</i>	<i>37,5%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Autres activités est en baisse de 26,6% au 30 juin 2012 à 14,1 millions d'euros. Cette évolution s'explique par la forte baisse des revenus liés aux services de renseignement téléphonique, aussi bien des revenus publicitaires issus des annonceurs que des revenus des appels issus des utilisateurs de ce service.

La marge brute opérationnelle du segment Autres activités s'élève à 4,6 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 36,1% par rapport au 30 juin 2011. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 37,5% au 30 juin 2011 à 32,6% au 30 juin 2012. L'impact de la baisse du chiffre d'affaires sur la marge est partiellement compensé par l'arrêt des dépenses publicitaires visant à promouvoir les services de renseignement téléphonique (118 008) et des économies sur le traitement des appels.

2.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012 :

Groupe PagesJaunes	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Marge brute opérationnelle	232,1	245,6	-5,5%
Participation des salariés	(6,8)	(6,8)	0,0%
Rémunération en actions	(0,4)	(0,7)	-42,9%
Dotations aux amortissements	(17,0)	(11,7)	45,3%
Résultat de cession d'actifs	(0,2)	(0,2)	na
Frais d'acquisition des titres	(0,0)	(0,6)	na
Résultat d'exploitation	207,8	225,5	-7,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>39,6%</i>	<i>42,2%</i>	

2.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 6,8 millions d'euros au 30 juin 2012, stable par rapport au 30 juin 2011.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 0,4 million d'euros au 30 juin 2012, stable par rapport au 30 juin 2011. Cette charge résulte des plans de stock options mis en place en

2009 et 2010.

2.2.4.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élevaient à 17,0 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 11,7 millions d'euros au 30 juin 2011, soit une hausse de 45,3%. Cette hausse reflète le renforcement des investissements réalisés par le Groupe essentiels à la stratégie de l'entreprise, notamment dans le cadre du lancement de nouveaux produits et services à destination des clients, et l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe.

2.2.4.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe au 30 juin 2012 ressort à 207,8 millions d'euros, en baisse de 7,8% par rapport au 30 juin 2011. Le taux de marge d'exploitation du Groupe par rapport au chiffre d'affaires passe de 42,2% au 30 juin 2011 à 39,6% au 30 juin 2012.

2.2.5. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat de la période du Groupe au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012 :

Groupe PagesJaunes	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Résultat d'exploitation	207,8	225,5	-7,8%
Produits financiers	2,5	2,5	0,0%
Charges financières	(67,6)	(59,8)	13,0%
Résultat financier	(65,1)	(57,3)	13,6%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,4)	(0,0)	na
Résultat courant avant impôt	142,3	168,2	-15,4%
Impôt sur les sociétés	(55,2)	(62,7)	-12,0%
Résultat de la période	87,1	105,5	-17,4%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	87,1	105,5	-17,4%
- intérêts minoritaires	(0,0)	(0,0)	

2.2.5.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe est déficitaire de 65,1 millions d'euros au 30 juin 2012 contre un déficit de 57,3 millions d'euros au 30 juin 2011. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire, d'un montant de 1 600,0 millions d'euros, et à l'emprunt obligataire émis le 20 mai 2011 à taux fixe de 8,875% pour un montant de 350,0 millions d'euros. Par ailleurs, au premier semestre 2012, le tirage de l'intégralité de la ligne de crédit revolving impacte également ce poste.

En 2011, l'emprunt bancaire était intégralement couvert contre la variation des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance en décembre 2011. Au 30 juin 2012, cet emprunt est couvert à hauteur de 56% par des swaps pour la période décembre 2011 - novembre 2013 et à hauteur de 31% par des swaps forward pour la période novembre 2013 - septembre 2015.

La charge d'intérêts totale, nette de l'effet des instruments de couverture de taux, s'élève à 59,9 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 49,4 millions d'euros au 30 juin 2011. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 5,07% au 30 juin 2011 à 5,33% au 30 juin 2012 (5,80% hors impact du tirage du RCF en janvier 2012), soit une augmentation de 26 points de base notamment liée aux opérations de refinancement menées au cours du premier semestre 2011. Pour mémoire, ce taux s'est élevé à 5,77% sur l'ensemble de l'exercice 2011.

Le résultat financier comprend également, l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 4,4 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 8,5 millions d'euros au 30 juin 2011. Cette baisse s'explique par la renégociation de la dette au 1^{er} semestre 2011 qui a engendré l'extinction d'une partie de la dette bancaire et a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais liés à l'émission de ce financement en 2006 pour un montant de 5,1 millions d'euros. Les produits de placement ont représenté 2,2 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1,2 million d'euros au 30 juin 2011.

2.2.5.2. Impôt sur les sociétés

Au 30 juin 2012, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 55,2 millions d'euros, en baisse de 12,0% par rapport au 30 juin 2011. Le taux d'imposition apparent est de 38,7% au 30 juin 2012 contre 37,3% au 30 juin 2011. Cette évolution s'explique principalement par l'instauration de contributions additionnelles (dont 5% sur l'IS). Pour mémoire, le taux d'imposition apparent était de 38,9% sur l'ensemble de l'exercice 2011.

2.2.5.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 87,1 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 105,5 millions d'euros au 30 juin 2011, soit une baisse de 17,4% entre les deux périodes.

2.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe au 30 juin 2012, au 31 décembre 2011, et au 30 juin 2011 :

Groupe PagesJaunes	Période close le 30 juin 2012	Exercice clos le 31 décembre 2011	Période close le 30 juin 2011
En millions d'euros			
Juste valeur des instruments de couverture	-	-	0,5
Intérêts courus non échus	0,0	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	487,7	82,7	58,3
Trésorerie brute	487,7	82,7	58,8
Découverts bancaires	(2,5)	(4,6)	(6,5)
Trésorerie nette	485,2	78,1	52,3
Emprunt bancaire	1 600,1	1 600,2	1 600,2
Emprunt obligataire	350,0	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	281,4	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(29,3)	(33,4)	(37,8)
Dettes de crédit-bail	0,2	0,1	0,1
Dette sur instruments de couverture	-	-	1,9
Juste valeur des instruments de couverture	59,0	56,4	39,7
Intérêts courus non échus	6,7	7,4	8,3
Compléments de prix	8,5	9,9	7,5
Autres dettes financières	1,1	2,2	0,5
Endettement financier brut	2 277,6	1 992,8	1 970,4
Endettement net	1 792,5	1 914,7	1 918,1
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 762,7	1 891,7	1 916,7

La dette nette du Groupe s'élève à 1 792,5 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1 914,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 et 1 918,1 millions d'euros au 30 juin 2011.

Au 30 juin 2012, elle est principalement composée de :

- d'un emprunt bancaire, d'un montant total de 1 600,0 millions d'euros, remboursable en novembre 2013 à hauteur de 638,0 millions d'euros et en septembre 2015 à hauteur de 962,0 millions d'euros. Depuis le 13 décembre 2011, la dette bancaire est couverte à hauteur de 56% par des swaps pour la période décembre 2011 - novembre 2013 et à hauteur de 31% par des swaps forward pour la période novembre 2013 - septembre 2015. PagesJaunes Groupe bénéficie par ailleurs, auprès d'un syndicat bancaire diversifié, d'une ligne de crédit d'un montant d'environ 300,0 millions d'euros venant à échéance fin 2013. Au 30 juin 2012, elle a été tirée à hauteur de 281,4 millions d'euros,
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable en juin 2018.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 59,0 millions d'euros au 30 juin 2012 contre un passif de 39,7 millions d'euros au 30 juin 2011, et hors frais

d'émission d'emprunts, soit 29,3 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 37,8 millions d'euros au 30 juin 2011, la dette nette s'élève à 1 762,7 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1 916,7 millions d'euros au 30 juin 2011.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012 :

Groupe PagesJaunes	Périodes closes le 30 juin		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	149,2	162,3	(13,1)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(21,8)	(32,3)	10,5
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	279,7	(181,6)	461,3
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0,0	(0,1)	0,1
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	407,1	(51,7)	458,8
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	78,1	103,5	(25,4)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période	485,2	51,8	433,4

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 485,2 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 51,8 millions d'euros au 30 juin 2011.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 149,2 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 162,3 millions d'euros au 30 juin 2011, soit une baisse de 13,1 millions d'euros avec principalement :

- une marge brute opérationnelle de 232,1 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 13,5 millions d'euros par rapport au 30 juin 2011,
- une baisse du besoin en fonds de roulement de 29,4 million d'euros au 30 juin 2012 contre une baisse de 35,2 millions d'euros au 30 juin 2011, soit une moindre ressource de 5,8 millions d'euros entre les deux périodes,
- un décaissement net de 60,9 millions d'euros au titre des intérêts financiers au 30 juin 2012 contre 46,5 millions d'euros au 30 juin 2011, dû principalement au renchérissement du coût de la dette et au rythme des décaissements des intérêts relatifs à l'emprunt obligataire souscrit en mai 2011 (15,5 millions d'euros décaissés le 1^{er} juin 2012 représentant 6 mois d'intérêts).
- un décaissement de 48,8 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés au 30 juin 2012 contre 69,5 millions d'euros au 30 juin 2011.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 21,8 millions d'euros au 30 juin 2012 contre un décaissement de 32,3 millions d'euros au 30 juin 2011, soit une baisse de 10,5 millions d'euros avec principalement :

- 19,9 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin 2012 contre 20,1 millions d'euros au 30 juin 2011,

- 1,3 million d'euros au 30 juin 2012 relatif au décaissement de compléments de prix contre 11,0 millions d'euros au 30 juin 2011 relatifs aux acquisitions de titres de participation, nettes de trésoreries acquises (dont A Vendre A Louer, ClicRDV).

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 279,7 millions d'euros au 30 juin 2012 contre un décaissement de 181,6 million d'euros au 30 juin 2011 soit une variation de 461,3 millions d'euros avec principalement :

- 281,4 millions d'euros correspondant au tirage de la ligne de crédit revolving en janvier 2012,
- 162,7 millions d'euros au titre des dividendes versés au premier semestre 2011, aucun versement sur 2012 au titre de 2011,
- une diminution de 1,1 million d'euros des autres dettes financières au premier semestre 2012 contre une diminution de 19,2 millions d'euros au premier semestre 2011 (incluant un décaissement de 18,2 millions d'euros au titre d'une partie des frais liés au refinancement).

2.4. Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2012

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Groupe concernant :

- l'environnement économique et la situation du marché publicitaire en France et en Espagne qui devraient conditionner la prospection commerciale de PagesJaunes et QDQ Media sur leurs marchés respectifs,
- l'évolution concurrentielle sur Internet, notamment en ce qui concerne les services de recherche et les services géographiques et de cartographie, qui pourraient avoir un impact sur la capacité de PagesJaunes et de Mappy à maintenir le rythme de croissance de leurs revenus.

3. Comptes consolidés condensés

3.1 - Etat du résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros,
excepté les données relatives aux actions)

	Notes	Période close le 30 juin 2012	Période close le 30 juin 2011	2ème trimestre 2012	2ème trimestre 2011
Chiffre d'affaires		524 993	534 255	290 229	302 696
Achats externes		(109 912)	(117 164)	(59 042)	(67 363)
Autres produits opérationnels		4 983	1 579	4 033	683
Autres charges opérationnelles		(5 581)	(4 926)	(2 887)	(2 518)
Frais de personnel : - Salaires et charges		(182 342)	(168 184)	(98 887)	(91 265)
Marge Brute Opérationnelle		232 142	245 560	133 445	142 233
- Participation des salariés		(6 774)	(6 845)	(3 955)	(3 892)
- Rémunération en actions		(421)	(748)	(18)	(348)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-	-
Dotations aux amortissements		(17 029)	(11 719)	(8 778)	(6 246)
Résultat de cession d'actifs		(153)	(171)	(150)	(7)
Coût des restructurations		(2)	-	-	-
Frais d'acquisition des titres de participation		(11)	(550)	-	(550)
Résultat d'exploitation		207 752	225 527	120 544	131 190
Produits financiers		2 540	2 498	1 335	1 372
Charges financières		(67 595)	(59 751)	(34 120)	(35 128)
Résultat financier	4	(65 054)	(57 253)	(32 785)	(33 756)
Quote-part de résultat des entreprises associées		(404)	(46)	(281)	(46)
Impôt sur les sociétés	5	(55 163)	(62 742)	(32 801)	(36 004)
Résultat de la période		87 130	105 486	54 677	61 384
Résultat de la période attribuable aux :					
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		87 131	105 478	54 633	61 376
- Participation ne donnant pas le contrôle		(1)	8	44	8
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe (en euros)					
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé					
- de base		0,31	0,38		
- dilué		0,31	0,37		

3.2 - Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2012	Période close le 30 juin 2011	2ème trimestre 2012	2ème trimestre 2011
Report résultat de la période	87 130	105 486	54 677	61 384
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :				
- Montant brut	(1 274)	23 757	(760)	(1 801)
- Impôt différé	438	(8 180)	260	620
- Montant net d'impôt	(836)	15 577	(500)	(1 181)
Ecart de conversion des activités à l'étranger	-	-	-	-
Total autres éléments du résultat global net d'impôt	(836)	15 577	(500)	(1 181)
Résultat global total net d'impôt	86 294	121 063	54 177	60 203
Résultat global total attribuable aux :				
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe	86 295	121 055	54 133	60 195
- Participation ne donnant pas le contrôle	(1)	8	44	8

3.3 - Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2012	Exercice clos le 31 décembre 2011	Période close le 30 juin 2011
Actif				
Ecarts d'acquisition nets		93 897	94 079	83 080
Autres immobilisations incorporelles nettes		69 927	66 438	57 944
Immobilisations corporelles nettes		26 820	28 223	27 301
Participations dans les entreprises associées		4 478	4 882	154
Actifs disponibles à la vente		207	207	207
Autres actifs financiers non courants	6	1 351	1 299	1 500
Impôts différés actifs	5	22 405	20 182	17 427
Total des actifs non courants		219 085	215 310	187 614
Stocks nets		2 528	1 600	3 915
Créances clients nettes		391 102	439 312	391 587
Autres actifs courants		37 317	28 975	35 392
Créances d'impôt sur les sociétés	5	449	5 405	14 618
Charges constatées d'avance		118 683	109 372	112 149
Autres actifs financiers courants		400	445	405
Instruments financiers dérivés	6	-	-	488
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	487 714	82 682	58 295
Total des actifs courants		1 038 194	667 791	616 849
Total actif		1 257 279	883 101	804 463
Passif				
Capital social		56 197	56 197	56 197
Prime d'émission		98 676	98 676	98 676
Réserves		(2 227 823)	(2 425 277)	(2 426 040)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		87 131	197 033	105 478
Autres éléments du résultat global		(37 623)	(36 787)	(25 357)
Actions propres		(9 898)	(10 816)	(3 879)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		(2 033 340)	(2 120 974)	(2 194 924)
Participation ne donnant pas le contrôle		55	56	39
Total capitaux propres		(2 033 285)	(2 120 918)	(2 194 885)
Dettes financières et dérivés non courants	7	1 987 700	1 981 520	1 946 744
Avantages du personnel - non courants		55 907	51 230	50 847
Provisions - non courantes		6 271	6 358	6 979
Autres passifs non courants		12	-	-
Impôts différés passifs	5	1 137	1 276	1 136
Total des passifs non courants		2 051 027	2 040 384	2 005 706
Découverts bancaires et autres emprunts courants	7	285 794	8 477	21 851
Intérêts courus non échus	7	6 684	7 412	8 297
Provisions - courantes		139	896	798
Dettes fournisseurs		88 092	94 344	96 526
Avantages du personnel - courants		107 958	118 279	110 731
Autres passifs courants		94 448	97 453	94 872
Dettes d'impôt sur les sociétés	5	1 977	149	566
Produits constatés d'avance		654 444	636 625	660 001
Total des passifs courants		1 239 536	963 635	993 642
Total passif		1 257 279	883 101	804 463

3.4 - Etat de variation des capitaux propres

(Montants en milliers d'euros)	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2010	280 365 693	56 197	98 676	(4 037)	(2 264 091)	(40 934)	-	(2 154 188)	-	(2 154 188)
Résultat global total de la période					105 478			105 478	8	105 486
Autres éléments du résultat global, net de taxe						15 577		15 577		15 577
Résultat global total de la période, net de taxe					105 478	15 577	-	121 055	8	121 063
Rémunération en actions					748			748	-	748
Distribution de dividendes					(162 697)			(162 697)	-	(162 697)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	19 836			158				158	-	158
Autre								-	31	31
Solde au 30 juin 2011	280 385 529	56 197	98 676	(3 879)	(2 320 561)	(25 357)	-	(2 194 924)	39	(2 194 885)
Résultat global total de la période					91 554			91 554	17	91 571
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(11 430)		(11 430)		(11 430)
Résultat global total de la période, net de taxe					91 554	(11 430)	-	80 124	17	80 141
Rémunération en actions					763			763	-	763
Distribution de dividendes					-			-	-	-
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(2 604 275)			(6 937)				(6 937)	-	(6 937)
Autre								-	-	-
Solde au 31 décembre 2011	277 781 254	56 197	98 676	(10 816)	(2 228 244)	(36 787)	-	(2 120 974)	56	(2 120 918)
Résultat global total de la période					87 131			87 131	(1)	87 130
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(836)		(836)		(836)
Résultat global total de la période, net de taxe					87 131	(836)	-	86 295	(1)	86 294
Rémunération en actions					421			421	-	421
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(111 868)			918				918	-	918
Solde au 30 juin 2012	277 669 386	56 197	98 676	(9 898)	(2 140 692)	(37 623)	-	(2 033 340)	55	(2 033 285)

3.5 - Etat des flux de trésorerie

Notes	Période close le 30 juin 2012	Période close le 30 juin 2011	2ème trimestre 2012	2ème trimestre 2011
<i>(Montants en milliers d'euros)</i>				
Résultat attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe	87 131	105 478	54 633	61 376
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	17 029	11 719	8 778	6 246
Variation des provisions	1 885	3 048	1 486	1 549
Rémunération en actions	421	748	18	348
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs	153	171	150	7
Produits et charges d'intérêts	4 50 303	40 471	24 309	25 716
Instruments de couverture	6 14 751	16 782	8 476	8 040
Ecart de change non réalisé	(6)	104	-	92
Charge d'impôt de l'exercice	5 55 163	62 742	32 801	36 004
Quote-part de résultat des entreprises associées	404	46	281	46
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(1)	8	44	8
Diminution (augmentation) des stocks	(928)	(1 721)	1 598	(1)
Diminution (augmentation) des créances clients	47 179	55 017	67 027	73 670
Diminution (augmentation) des autres créances	(16 492)	(13 456)	8 625	10 593
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(5 682)	(12 494)	8 492	9 272
Augmentation (diminution) des autres dettes	5 303	7 863	(73 292)	(81 696)
Variation du besoin en fonds de roulement	29 380	35 209	12 451	11 839
Dividendes et produits d'intérêts encaissés	2 313	1 799	1 254	1 294
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets	(60 913)	(46 541)	(38 318)	(24 079)
Impôt sur les sociétés décaissé	(48 818)	(69 479)	(33 962)	(39 341)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	149 196	162 305	72 401	89 144
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19 938)	(20 094)	(11 807)	(11 111)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(575)	(576)	277	(279)
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels	-	66	(810)	1
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	(1 300)	(11 045)	-	(10 345)
Participations dans les entreprises associées	-	(200)	-	(200)
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs financiers	13	(401)	(13)	(387)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(21 800)	(32 250)	(12 353)	(22 321)
Changement de parts d'intérêt sans gain/perte de contrôle	44	(55)	-	(55)
Augmentation (diminution) des emprunts	279 875	(19 196)	(2 312)	(19 459)
Mouvements sur actions propres	(217)	293	(160)	158
Contribution des actionnaires minoritaires	-	31	-	31
Dividendes versés	-	(162 697)	(0)	(162 697)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	279 702	(181 624)	(2 472)	(182 022)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	6	(104)	-	(92)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	407 104	(51 674)	57 577	(115 290)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	78 074	103 501	427 602	167 117
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	485 178	51 827	485 178	51 827

3.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

Note 1 - Description de l'activité

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 3.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe PagesJaunes s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés condensés et de leurs annexes est l'euro.

PagesJaunes Groupe est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (PAJ) – compartiment A. Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 24 juillet 2012.

Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés

Les états financiers consolidés de PagesJaunes Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2012, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF le 26 avril 2012 sous le numéro D. 12-0442, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus sont identiques avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2012, sans impact significatif :

- Amendment IFRS 7: Disclosures - Transfers of Financial Assets, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2012.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2012 :

- IAS 27 revised: Separate Financial Statements
- IAS 28 revised: Investments in associates and joint ventures
- IFRS 10: Consolidated Financial Statements
- IFRS 11: Joint arrangements
- IFRS 12: Disclosures of Interests in other entities
- IFRS 13: Fair value measurement
- IAS19 revised: Employee benefits
- Amendment IFRS 1: Severe Hyperinflation and Removal of Fixed Dates for First-Time

Adopters

- Amendment IAS 12: Deferred tax: Recovery of Underlying Assets
- Amendment IAS 1: Presentation of financial statements – presentation of items of other comprehensive income
- Amendment IAS 32: Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- Amendments IFRS 9 et IFRS 7: Mandatory Effective Date and Transition Disclosures
- Amendment IFRS 7: Disclosures – Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- Amendment IFRS 1: Government Loans
- IFRIC 20: Stripping Costs in the Production Phase of a Surface Mine
- IFRS 9: Financial Instruments
- Transition guidance (Amendments to IFRS 10,11,12)
- Improvements to IFRSs (2009-2011):
 - IAS 1 – Presentation of Financial Statements
 - IAS 16 – Property, Plant and Equipment
 - IAS 32 – Financial Instruments : Presentation
 - IAS 34 – Interim Financial Reporting

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés sont les suivants :

IFRS 11 va remplacer IAS 31. La comptabilisation des partenariats doit s'appuyer sur la substance des accords et principalement sur l'analyse des droits et obligations qui en résultent. L'intégration proportionnelle disparaît quasiment en tant que méthode de consolidation, méthode actuellement utilisée pour l'entité Editus Luxembourg et qui pourrait être comptabilisée par la méthode de la mise en équivalence. Cette norme sera d'application rétrospective. En 2011, cette entité a contribué à hauteur de 8,2 millions d'euros au chiffre d'affaires consolidé, et à hauteur de 2,5 millions d'euros à la MBO consolidée.

IFRS 12 requiert la publication d'informations très complètes sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, JV, entités associées, SPV, entités non consolidées).

A noter que les normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et IAS 28 révisée en 2011 doivent toutes être appliquées à la même date.

La révision d'IAS 19 a pour principaux effets :

- d'imposer la comptabilisation immédiate en capitaux propres non recyclables des pertes et gains actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi,
- d'éliminer la comptabilisation en résultat du rendement des actifs du régime sur la base d'un taux de rendement attendu (en imposant d'utiliser le même taux de rendement des obligations de première catégorie que celui qui est retenu pour « désactualiser » le passif),
- d'éliminer l'étalement du coût des services passés non acquis ("not vested"),
- d'améliorer les informations à fournir en les recentrant sur les caractéristiques des plans et les risques associés.

Elle redéfinit également les principes de conditions de comptabilisation des indemnités de rupture de contrat, qui doivent être comptabilisées lorsque l'entité ne peut plus retirer son offre ou lorsqu'un passif de restructuration IAS 37 doit être comptabilisé. Cette norme sera d'application rétrospective limitée.

Le principal impact attendu par le Groupe est la comptabilisation immédiate en capitaux propres non recyclables des pertes et gains actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi ; ils ont représenté un gain de 1,0 million d'euros en 2011 et un passif total non reconnu de 15,5 millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des

hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, la rémunération en actions et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Tests de dépréciation au 30 juin 2012

L'analyse des indices de perte de valeur au 30 juin 2012 a conduit à mettre à jour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles d'une UGT. Ceux-ci n'ont pas engendré de constatation de pertes de valeur en raison du caractère temporaire de la dégradation des indices au 30 juin 2012.

Note 3 - Information sectorielle

Le Groupe a comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale, principalement en France, au travers de l'édition d'annuaires imprimés et en ligne, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Au travers de ses filiales, le Groupe PagesJaunes exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des médias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monnayer cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en trois segments :

- Internet
- Annuaires imprimés
- Autres activités

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 juin 2012	Période close le 30 juin 2011	2ème trimestre 2012	2ème trimestre 2011
Chiffre d'affaires	524 993	534 255	290 229	302 696
- Internet	308 539	281 845	158 187	146 452
- Annuaires imprimés	202 378	233 246	125 566	146 924
- Autres activités	14 077	19 164	6 475	9 320
Marge brute opérationnelle	232 142	245 560	133 445	142 233
- Internet	134 116	126 648	72 311	67 208
- Annuaires imprimés	93 476	111 710	59 967	72 033
- Autres activités	4 550	7 202	1 167	2 992
Dotations amortissements corporelles & incorporelles	(17 029)	(11 719)	(8 778)	(6 246)
- Internet	(14 349)	(7 097)	(7 233)	(3 633)
- Annuaires imprimés	(2 373)	(4 150)	(1 400)	(2 380)
- Autres activités	(307)	(472)	(145)	(233)
Investissements corporels & incorporels	19 938	20 094	11 807	11 111
- Internet	19 442	17 766	11 504	9 790
- Annuaires imprimés	461	2 027	280	1 092
- Autres activités	35	301	23	229

Note 4 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2012	Période close le 30 juin 2011	2ème trimestre 2012	2ème trimestre 2011
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	87	33	63	19
Résultat de cession d'actifs financiers	2 068	1 165	1 034	787
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	228	1 151	81	417
Dividendes reçus	157	149	157	149
Produits financiers	2 540	2 498	1 335	1 372
Intérêts sur dettes financières	(46 719)	(32 791)	(22 633)	(19 479)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(13 221)	(16 572)	(6 946)	(7 845)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(1 530)	(210)	(1 530)	(195)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(4 445)	(8 500)	(2 222)	(6 770)
Autres frais & honoraires financiers	(245)	(284)	(109)	(147)
Coût de désactualisation (1)	(1 435)	(1 394)	(680)	(692)
Charges financières	(67 595)	(59 751)	(34 120)	(35 128)
Résultat financier	(65 054)	(57 253)	(32 785)	(33 756)

(1) Le coût de désactualisation correspond, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite et de la dette sur instruments de couverture.

Note 5 - Impôt sur les sociétés

Note 5.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôts.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2012	Période close le 30 juin 2011	2ème trimestre 2012	2ème trimestre 2011
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	142 697	168 228	87 759	97 388
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(49 135)	(57 926)	(30 218)	(33 534)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(83)	(135)	(28)	66
Dépréciation prêt et compte courant ODQ Media	-	-	-	-
Rémunération en actions	(145)	(256)	(6)	(123)
Filiales étrangères	(77)	198	37	151
Imputation de déficits antérieurs non reconnus	-	192	-	-
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(4 406)	(4 506)	(2 441)	(2 405)
Taxe additionnelle de 5%	(2 313)	-	(1 393)	-
Autres produits et charges non taxables	996	(308)	1 250	(158)
Impôt effectif	(55 163)	(62 742)	(32 801)	(36 004)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(55 952)</i>	<i>(56 912)</i>	<i>(33 129)</i>	<i>(30 425)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>789</i>	<i>(5 830)</i>	<i>328</i>	<i>(5 579)</i>
Taux d'imposition effectif	38,66%	37,30%	37,38%	36,97%

Note 5.2 - Impôt au bilan

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2012	Exercice clos le 31 décembre 2011	Période close le 30 juin 2011
Indemnités de départ en retraite	16 306	15 378	14 254
Participation des salariés	4 450	4 706	4 617
Provisions non déductibles	4 396	4 570	4 674
Instruments de couverture	20 344	19 436	17 117
Autres différences	1 389	1 186	901
Sous-total impôts différés actifs	46 885	45 276	41 563
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(128)	(165)	(227)
Frais d'émission d'emprunts	(10 158)	(11 641)	(15 281)
Marque 123people	(1 132)	(1 132)	(1 132)
Amortissements à caractère fiscal	(14 199)	(13 432)	(8 632)
Sous-total impôts différés passifs	(25 617)	(26 370)	(25 272)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	21 268	18 906	16 291
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>22 405</i>	<i>20 182</i>	<i>17 427</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>(1 137)</i>	<i>(1 276)</i>	<i>(1 136)</i>

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de ODQ Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire au 30 juin 2012. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 63,1 millions d'euros.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 20,2 millions d'euros au 31 décembre 2011 à 22,4 millions d'euros au 30 juin 2012.

Au bilan du 30 juin 2012, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 0,4 million d'euros et une dette d'un montant de 2,0 millions d'euros. Au bilan du 30 juin 2011, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 14,6 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,6 million d'euros. L'impôt décaissé au cours du 1^{er} semestre 2012 est de 48,8 millions d'euros contre 69,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Note 6 - Instruments financiers dérivés

PagesJaunes Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable. PagesJaunes Groupe a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable (cf. note 7). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre par PagesJaunes Groupe lors de l'initiation de ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2011 et 30 juin 2012, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

en milliers d'euros	Période close le 30 juin 2012	Exercice clos le 31 décembre 2011	Période close le 30 juin 2011
Swaps de taux d'intérêts – couverture de flux de trésorerie	(57 380)	(56 106)	(31 864)
Swap de taux d'intérêts – couverture de juste valeur	(98)	(325)	489
Collar – couverture de flux de trésorerie	(1 529)	-	(7 869)
<i>dont valeur intrinsèque</i>	-	-	(6 809)
<i>dont valeur temps</i>	(1 529)	-	(1 060)
Actif / (Passif)	(59 007)	(56 431)	(39 244)
<i>Dont non courant</i>	<i>(58 910)</i>	<i>(56 106)</i>	<i>(28 144)</i>
<i>Dont courant</i>	<i>(97)</i>	<i>(325)</i>	<i>(11 100)</i>

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012, soit une baisse de 1,3 million d'euros pour les swaps de taux d'intérêt, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 0,4 million d'euros.

Les variations de la valeur temps du collar et du swap de base qualifié en couverture de juste valeur ont été constatées pour le collar, en charges financières pour un montant de 1,5 million d'euros et pour le swap, en produits financiers pour un montant de 0,2 million d'euros (cf. note 4). Un impôt différé de 0,5 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2012	Exercice clos le 31 décembre 2011	Période close le 30 juin 2011
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 6)	-	-	488
Intérêts courus non échus	6	9	13
Équivalents de trésorerie	482 788	77 358	52 616
Trésorerie	4 920	5 315	5 666
Trésorerie brute	487 714	82 682	58 783
Découverts bancaires	(2 536)	(4 608)	(6 468)
Trésorerie nette	485 178	78 074	52 315
Emprunt bancaire	1 600 000	1 600 157	1 600 000
Emprunt obligataire	350 000	350 000	350 000
Ligne de crédit revolving tirée	281 386	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(29 278)	(33 368)	(37 791)
Dettes de crédit-bail	163	91	144
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 6)	59 007	56 431	39 732
Dettes sur instruments de couverture	-	-	1 866
Compléments de prix	8 485	7 412	7 517
Intérêts courus non échus	6 684	9 923	8 297
Autres dettes financières	1 195	2 155	659
Endettement financier brut	2 277 642	1 992 801	1 970 424
<i>dont courant</i>	<i>289 942</i>	<i>11 281</i>	<i>23 680</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 987 700</i>	<i>1 981 520</i>	<i>1 946 744</i>
Endettement net	1 792 464	1 914 727	1 918 109

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2012, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 482,8 millions d'euros et sont constitués de dépôts à terme (CAT) et d'OPCVM monétaires notamment investis dans le cadre du contrat de liquidité.

Ils sont évalués, car gérés, sur la base de leur juste valeur.

Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie de découverts autorisés d'un montant total de 20 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

Emprunt bancaire

PagesJaunes Groupe dispose d'un financement bancaire d'un montant total de 1 900 millions d'euros, il est à taux variable.

Il comprend d'une part, un emprunt moyen terme de 1 600 millions d'euros, composé de deux tranches :

- Tranche A1 : nominal de 638 millions d'euros remboursable en totalité en novembre 2013 ;
- Tranche A3 : nominal de 962 millions d'euros remboursable en totalité en septembre 2015 ;

et d'autre part, une ligne de crédit revolving d'environ 300 millions d'euros remboursable en totalité en novembre 2013. La ligne de crédit revolving doit permettre le financement des besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe dans le cadre de ses activités opérationnelles et est utilisable notamment par tirage, émission de lettres de crédit ou mise en place de lignes bilatérales.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge de 175 points de base pour la tranche A1 et la ligne de crédit revolving ou de 150 points de base dans le cas où le levier financier est inférieur à 3,50 fois un agrégat proche de la MBO. Cette marge est de 350 points de base pour la tranche A3.

Au 30 juin 2012, la ligne de crédit revolving a été intégralement tirée, les fonds perçus à ce titre s'élevaient à 281,4 millions d'euros.

Le contrat de financement bancaire contient notamment des clauses de défaut et de remboursement anticipé obligatoire ainsi que des *covenants* financiers évolutifs qui ont été revus comme suit :

- le ratio de dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée doit être inférieur ou égal à 4,30 jusqu'au 30 septembre 2012, à 4,00 du 31 décembre 2012 au 30 septembre 2013 et à 3,75 au-delà (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- le ratio d'un agrégat proche de la MBO consolidée par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 sur la durée restante du contrat (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers).

Au 30 juin 2012, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en courant.

Il comporte en outre une clause de remboursement anticipé obligatoire en cas de changement de contrôle de la Société.

Emprunt obligataire

Par ailleurs, PagesJaunes Groupe dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions finalisées en 2010 et en 2011, des compléments de prix d'un montant total estimé à 8,5 millions d'euros pourraient être versés entre 2012 et 2014 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par PagesJaunes Groupe.

Note 8 - Capitaux propres

Au travers du contrat de liquidité, la Société détenait 1 315 368 de ses propres actions au 30 juin 2012 (1 203 500 au 31 décembre 2011), comptabilisées en diminution des capitaux propres et pour 1,7 million d'euros de liquidités classées dans la rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie ». Par ailleurs, PagesJaunes Groupe a racheté en 2011, 2 000 000 d'actions propres hors contrat de liquidité pour un montant total de 6,0 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres.

Ainsi, au 30 juin 2012, PagesJaunes Groupe détenait un total 3 315 368 de ses propres actions.

PagesJaunes Groupe est une filiale de Médiannuaire, qui contrôle 54,68% du capital et des droits de vote.

Note 9 – Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué au cours du premier semestre 2012.

Note 10 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours du premier semestre 2012.

Note 11 – Engagements hors bilan

Il n'y a pas eu de nouveaux engagements significatifs au cours du premier semestre 2012.

Note 12 – Litiges

Dans le cours normal de leur activité, les entités du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, les entités du Groupe ne sont parties à aucun procès ou procédure d'arbitrage quelconque dont la direction estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification avait pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Par un nouvel arrêt du 14 février 2007, la Cour de Cassation a confirmé la validité du plan mis en œuvre par PagesJaunes.

En ce qui concerne les dossiers devant les juridictions administratives, le Conseil d'Etat saisi en ultime recours, a rendu, le 12 janvier 2011, 8 décisions défavorables à PagesJaunes annulant les arrêts de la CAA de Paris de 2009 et donc l'autorisation donnée par le Ministre concernant les licenciements. Le Conseil de Prud'hommes de Dijon a rendu le 2 juillet 2012 cinq décisions favorables à PagesJaunes concernant le quantum de l'indemnisation due aux salariés. Ces décisions sont susceptibles d'appel. Une procédure prud'homale reste en cours avec demande d'indemnisation des conséquences financières des annulations des autorisations de licenciement.

La provision, constituée fin 2002 au titre de ce risque, à hauteur de 7,3 millions d'euros, qui a fait l'objet, compte tenu de l'évolution favorable de ce dossier, de plusieurs reprises depuis 2006, s'élève

au 30 juin 2012 à 1,9 million d'euros.

PagesJaunes a été assignée par onze agences de publicité devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour abus de position dominante (notamment pour avoir supprimé sur les supports Internet et 118 008 la remise professionnelle de 5% qu'elle accorde aux annonceurs passant par l'intermédiaire des agences de publicité), pratiques discriminatoires et concurrence déloyale. Dans un jugement du 26 janvier 2011, le Tribunal de commerce de Nanterre s'est déclaré incompétent au profit du Tribunal de commerce de Paris.

En parallèle, ces mêmes agences ont saisi l'Autorité de la Concurrence des faits identiques à ceux soulevés devant le Tribunal de commerce de Nanterre (cf. ci-dessus) en sollicitant le prononcé de mesures conservatoires sur le fondement de l'article L.464-1 du Code de commerce.

L'Autorité de la concurrence a, dans une décision du 22 décembre 2010, rejeté la demande de mesures conservatoires et renvoyé l'instruction au fond.

D'autre part, la Société, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assignée en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour la Société. Le nombre de ces procédures est stable. Au 30 juin 2012, il s'élevait à 13, pour un montant total de demandes de dommages et intérêts de 0,9 million d'euros. Dans le cadre de ces procédures, les entités du Groupe essaient de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'auront pas d'impact défavorable sur la situation financière du Groupe.

PagesJaunes SA a fait l'objet au cours de l'année 2010 d'un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009. La société a été notifiée d'un redressement d'un montant de 2,2 millions d'euros, ce risque a été provisionné en totalité au 31 décembre 2010. PagesJaunes SA conteste le redressement et a saisi la commission de recours amiable de l'Urssaf afin de défendre sa position.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 13 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2012

Comme indiqué dans deux communiqués de presse publiés les 24 et 28 mai 2012, PagesJaunes Groupe a sollicité l'accord de son pool bancaire pour qu'en contrepartie, notamment d'un remboursement partiel de sa dette, la maturité des dettes bancaires venant à échéance en novembre 2013 soit prorogée jusqu'en septembre 2015.

En parallèle et indépendamment de ces propositions faites par PagesJaunes Groupe à ses prêteurs, l'actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe, Médiannuaire Holding (lequel détient aujourd'hui directement et indirectement 54,7% du capital et des droits de vote de PagesJaunes Groupe), a annoncé via un communiqué diffusé sur Debtwire le samedi 14 juillet l'ouverture de discussions avec ses prêteurs sur sa restructuration financière. PagesJaunes Groupe considère que les négociations engagées par Médiannuaire Holding avec ses propres créanciers, dès lors qu'elles aboutiraient effectivement, comme annoncé, à assurer la stabilité de son capital et permettraient de réduire les contraintes financières de Médiannuaire Holding, devraient être bénéfiques et donc dans l'intérêt de PagesJaunes Groupe. A l'issue de cette restructuration, la participation de Médiannuaire Holding dans PagesJaunes Groupe serait ramenée à environ 20% du capital.

PagesJaunes Groupe précise que les discussions avec ses prêteurs sont toujours en cours et souligne qu'à la demande de certains prêteurs et soucieuse d'obtenir dans les meilleurs délais l'accord de plus de 90% des prêteurs dont la maturité de la dette sera prorogée, elle leur a proposé d'affecter dès

2013 une partie de sa trésorerie au remboursement de la dette bancaire venant à échéance en septembre 2015. Cet engagement viendra compléter celui relatif à la suspension des distributions de dividendes jusqu'à ce que PagesJaunes Groupe réduise son endettement net à un niveau correspondant à 3 fois l'EBITDA. PagesJaunes Groupe considère que cette proposition complémentaire reste conforme à la stratégie du Groupe.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
1 Place des Saisons, TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

PagesJaunes Groupe

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous vous présentons notre rapport relatif à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société PagesJaunes Groupe, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Les comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes consolidés condensés

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 24 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Dominique Descours

ERNST & YOUNG Audit
Denis Thibon